

Bulletin d'histoire politique

La recherche en histoire politique au Québec : du refoulement à l'épanouissement (1960-2017)

Jean-Philippe Carlos et Michael Bergeron



Volume 25, numéro 3, printemps 2017

L'histoire politique au Québec : un état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039743ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039743ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carlos, J.-P. & Bergeron, M. (2017). La recherche en histoire politique au Québec : du refoulement à l'épanouissement (1960-2017). *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 16–39. <https://doi.org/10.7202/1039743ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

La recherche en histoire politique au Québec : du refoulement à l'épanouissement (1960-2017)*

JEAN-PHILIPPE CARLOS¹
Département d'histoire
Université de Sherbrooke

MICHAEL BERGERON²
Département d'histoire
Université de Sherbrooke

Le retour de l'histoire politique ne s'effectuera pas seulement sur la base indispensable de la revalorisation de l'histoire politique traditionnelle et de son dépassement, mais aussi sur celle de la relégitimation de l'objet politique, laquelle pourrait contribuer à la revitalisation même d'autres champs de la recherche historique.

Réal Bélanger³

La journée d'étude *Nouvelles perspectives en histoire politique : la politique au Québec à travers ses acteurs, ses espaces et ses institutions (XIX^e-XX^e siècles)* a vu le jour essentiellement à partir des lectures et des questionnements de trois jeunes historiens⁴ friands d'histoire politique québécoise⁵. Constatant, ici comme ailleurs, les appels à la remise en valeur et à la transformation de l'histoire politique, nous avons tenté de découvrir de quelle manière ces appels avaient été entendus par la communauté historienne du Québec depuis le début de la décennie 1990⁶. À la lumière de l'historiographie produite depuis, il apparaît qu'une vaste reconfiguration du champ de

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

l'histoire politique s'est opérée, menée essentiellement par des figures universitaires désirant porter aux yeux du monde les avenues possibles qu'engendre la revalorisation de l'objet du politique. Répondant à l'appel lancé par Réal Bélanger dans les années 1990, plusieurs historiens conçoivent désormais le politique comme étant un objet et non plus simplement comme une manifestation observable de la vie politique (élections, jeu des partis, fonctionnement de l'État, rôle des institutions, hommes du pouvoir, etc.)⁷. Le politique, comme l'a si bien défini Bélanger, prend désormais des formes beaucoup plus complexes, susceptibles de redynamiser un champ autrefois déserté par les historiens universitaires :

Le politique, qui englobe aussi cet objet de la politique, renvoie à une réalité plus complexe et plus large. Il se situe, globalement, dans les rapports au pouvoir dans la société. Concrètement, [...] il s'agit « de la question de la dévolution et de la répartition de l'autorité et du pouvoir au sein d'un groupe humain donné et l'étude des tensions, des antagonismes et des conflits en découlant ». Le « politique [ainsi énoncé] ne constitue pas un secteur séparé [du savoir] : c'est une modalité de la pratique sociale », « le lieu de gestion de la société globale [qui] commande en partie les autres activités [...], définit leur statut [...], réglemente leur exercice ». De ces points de vue, il résulte que les phénomènes politiques, s'ils déterminent ainsi l'avenir collectif, ne peuvent donc être réductibles à leurs seules structures étatiques ni assimilables à leurs processus de pouvoir. Autrement dit, ils n'ont pas de frontières fixes et ne peuvent pas être dessinés une fois pour toutes⁸.

En définissant de cette manière l'objet du politique, les praticiens déplaçaient l'accent autrefois placé sur les structures du pouvoir et sur les comportements collectifs vers les processus complexes de la vie sociale et leurs interrelations qui déterminent aussi le politique. De cette manière, de nouveaux champs d'études s'ouvraient à la communauté historienne et laissaient du même coup disparaître les possibilités inhérentes au décloisonnement des champs de spécialisation. Ce retour de l'histoire politique devait aussi, selon les termes employés par Jean-Marie Fecteau, se concrétiser dans « une interrogation fondamentale sur les conditions de détermination et de réalisation des choix collectifs⁹ », donnant ainsi encore plus d'importance à la question du rapport au pouvoir. Enfin, et malgré le fait que la place de l'enseignement de l'histoire politique dans les départements universitaires demeure un sujet chaud, il apparaît clairement que ce champ historiographique a « réintégré¹⁰ » en bonne partie l'historiographie québécoise et qu'il est désormais plutôt bien « accepté par la communauté scientifique des historiens¹¹ », qui reconnaissent en lui un vecteur conceptuel et analytique susceptible de produire de nouvelles pistes de connaissances en lien avec diverses thématiques, notamment liées à l'histoire sociale et culturelle.

Le but de cet article introductif est donc de faire un survol analytique de l'historiographie relative à la recherche scientifique en histoire politique

québécoise, portant spécifiquement sur la période des XIX^e et XX^e siècles. En nous penchant sur la manière dont cette branche de la recherche historique a évolué entre les années 1960 et aujourd'hui, en nous intéressant à la place qu'elle a occupée dans l'historiographie et en étudiant le contexte institutionnel et scientifique à partir duquel s'est (re)structuré le champ de l'histoire politique québécoise, nous sommes en mesure de démontrer que la recherche qui s'effectue dans le cadre de l'histoire politique compte actuellement parmi les plus novatrices et stimulantes de la science historique québécoise¹². Comme l'ont illustré les panélistes présents lors de la journée d'étude *Nouvelles perspectives en histoire politique*, l'histoire politique québécoise connaît actuellement des développements qui, malgré son absence relative dans la sphère universitaire¹³, démontrent l'énorme distance franchie par ce champ autrefois considéré comme une relique historiographique. En recadrant cette évolution à partir de ses assises méthodologiques, conceptuelles et contextuelles, nous pourrions fournir un récit large qui sera à même de remonter aux racines du déploiement actuel de l'histoire politique chez la jeune génération d'historiens et d'historiennes.

Nous proposons donc aux lecteurs de remonter aux « origines historiographiques » de notre journée d'étude. En premier lieu, nous retraçons l'évolution du champ de l'histoire politique québécoise depuis les années 1960. Nous revenons sur les principaux motifs qui ont amené les historiens à constater la « crise » de l'histoire politique, crise qui sembla durer près d'un demi-siècle et qui fut à l'origine d'un nombre important d'appels et de retours annoncés.

En deuxième lieu, nous analysons concrètement de quelle manière s'est réalisé le renouvellement de l'histoire politique depuis la décennie 1990, au moment où les Réal Bélanger, Robert Comeau et Jean-Marie Fecteau de ce monde militaient en faveur d'une transformation en profondeur de la pratique historique en matière d'étude de l'objet politique. Nous abordons notamment la manière par laquelle de nouvelles pratiques méthodologiques, conceptions et approches adoptées par des professeurs, étudiant(e)s et professionnels de recherche au tournant du XXI^e siècle ont contribué à la production d'œuvres avant-gardistes et, ce faisant, au renouveau de l'histoire politique.

En dernier lieu, nous analyserons la situation actuelle de la recherche en histoire politique, afin notamment de mieux saisir les nouveaux défis qui se profilent à l'horizon pour ses praticiens. Nous aborderons notamment certains problèmes institutionnels et scientifiques qui freinent le retour de l'histoire politique dans le schéma de l'historiographie québécoise.

L'histoire politique au Québec (1960-1992): un bilan des bilans

Quiconque s'intéresse à l'historiographie occidentale des cinquante dernières années est à même de constater une réalité bien documentée: l'histoire politique a longtemps été reléguée – voire refoulée¹⁴ – à un rôle de seconde zone dans les sphères universitaires et scientifiques, et ce, au profit de l'histoire sociale¹⁵. Il n'est pas dans notre intention de revenir sur les rivalités qui ont opposé les praticiens de l'histoire sociale et de l'histoire politique, car c'est là un débat qui a été abondamment décortiqué et analysé dans différents ouvrages et études¹⁶. Le constat de ces analyses était d'ailleurs fort représentatif de la décennie mouvementée durant laquelle s'effectua ce changement de paradigme au profit de l'histoire sociale: l'histoire politique, en s'intéressant uniquement aux figures dominantes du pouvoir, avait laissé dans la marge une panoplie d'acteurs sociaux dont la voix n'avait pu être entendue auparavant. Or, c'était précisément l'objectif de l'histoire sociale de donner une voie aux marginaux, aux laissés pour compte et aux oubliés de la « grande » histoire (politique)¹⁷. Dès lors, à partir de la décennie 1960 et surtout durant les décennies 1970 et 1980, l'histoire sociale accapara le devant de la scène de la science historique, et ce, tant en France, aux États-Unis, au Canada anglais qu'au Québec¹⁸. Cette hégémonie demeurera une réalité concrète qui persistera durablement et qui structurera l'évolution de la science historique durant les dernières décennies du XX^e siècle. Quant à l'histoire politique, elle suivra durant cette période un parcours sinueux et accidenté, sujette aux mépris des praticiens du social et de la nouvelle histoire¹⁹. Néanmoins, elle connaîtra une évolution, variable dans le temps et l'espace, qui l'amènera progressivement à se délester de ses anciennes assises méthodologiques, conceptuelles et analytiques.

L'histoire politique québécoise a évolué de manière semblable, mais sur une plus longue période, par rapport aux courants majeurs observés ailleurs en Occident. D'ailleurs, certains spécialistes suggèrent que le Québec a accusé un léger retard par rapport à la France en référence à la rénovation de ce champ historiographique²⁰. Alors qu'en France, le renouvellement de la recherche est déjà bien enclenché au début des années 1960, le Québec fait face à une pénurie d'historiens du politique, comme en témoigne l'« Enquête sur le Canada français politique et sur la recherche en histoire politique au Québec » menée par le sociologue Jean-Charles Falardeau et parue dans la revue *Recherches sociographiques* en 1961²¹. En outre, ce rapport démontrait que les thèmes à l'honneur dans les rares études historiques de l'époque portaient surtout sur la psychologie collective, sur la sociologie électorale et l'administration publique²². Une seconde enquête menée par Jean-Charles Bonenfant en 1962, selon des normes méthodologiques plus souples, démontre à nouveau le faible

nombre d'études effectuées au Québec en lien avec les thèmes de la théorie politique, des institutions politiques, des partis, des groupes, de l'opinion publique et des relations internationales²³. Parallèlement au déclin que subit l'histoire politique durant la décennie 1960, on assiste à la montée de l'histoire économique et de l'histoire sociale. Cette dernière en vient d'ailleurs à accaparer la majeure partie de l'espace de réflexion, de production et de diffusion de la science historique, une situation qui va s'intensifier durant la décennie 1970.

Durant les années 1960 et 1970, ce sont surtout d'autres spécialistes des sciences sociales – politologues, sociologues et économistes – qui vont s'investir dans les grands chantiers d'étude du phénomène politique²⁴. D'ailleurs, Raymond Hudon, dans un article paru en 1976 dans la revue *Recherches sociographiques*, note que les études novatrices en politique s'effectuent notamment au travers de la sociologie. S'intéressant particulièrement à la sociologie électorale et aux comportements électoraux des Québécois, Hudon dresse alors un constat fort évocateur de la situation générale des études politiques en avançant que « le niveau de généralisation des études électorales au Québec est ainsi assez peu élevé²⁵ ». Hormis l'étude du phénomène électoral, les spécialistes de cette période, s'inscrivant dans le « paradigme libéral²⁶ », vont également s'intéresser aux thèmes classiques liés aux partis politiques, aux idéologies et aux prises de décision gouvernementales ainsi qu'au fonctionnement de l'État²⁷. Les études du politique vont également connaître des développements intéressants et très novateurs durant la décennie 1970 et surtout 1980, dûs notamment à l'influence croissante du marxisme dans les départements universitaires de sciences sociales du Québec²⁸. André-J. Bélanger avancera d'ailleurs en 1985 que « l'école marxiste a suscité, du moins au Québec, un réseau d'échanges et de discussions qui rompt avec les unités disciplinaires et administratives connues » et que « certaines revues et certains colloques ont redonné au terme « université » son sens originel²⁹ ». De ce fait, les études s'inscrivant dans ce « paradigme marxiste » s'intéressent entre autres au concept de classe sociale et tentent de révéler l'existence d'inégalités sociales au Québec, notamment à partir de l'identification de la classe bourgeoise et plus spécifiquement, d'une « classe bourgeoise nationale³⁰ ». En ce sens, la question nationale demeure un des référents essentiels dans les études marxistes de cette époque, héritière des thèses anticoloniales issues, entre autres, de la revue *Parti pris* (1963-1968)³¹. Néanmoins, malgré l'originalité de son approche, l'École marxiste s'est assez peu investie dans l'analyse systémique du rôle de l'État, de son fonctionnement et de son organisation, privilégiant plutôt les thèmes liés à l'organisation des classes sociales. Qui plus est, cette histoire politique a perdu son pouvoir d'attraction après la défaite référendaire de 1980 et, surtout, à la suite de l'échec des groupes marxistes-léninistes principalement actifs de 1972 à 1982.

Malgré l'apport de ces différentes approches, l'étude du phénomène politique dans une perspective proprement historique demeurerait marginale par rapport à l'histoire économique, l'histoire des idées, l'histoire sociale et culturelle³². Au final, l'histoire politique québécoise au tournant des années 1980 est essentiellement le fait d'une poignée d'individus qui s'inscrivent en porte à faux des courants dominants. Réal Bélanger dresse d'ailleurs, en 1997, un portrait éclairant de la situation qui prévaut alors dans les sphères de la recherche en histoire politique au début des années 1980 :

Frileux, donc, nous n'avons pas suffisamment assumé le défi de l'actualisation de notre champ d'études et de son élargissement nécessaire en des heures pourtant propices à cet égard. En clair, aussi, cette place que nous n'avons pas prise nous a isolés, avec le type d'histoire que nous fabriquions, dans notre communauté scientifique, voire dans nos départements. Les congrès et les colloques se rapportant à l'histoire politique peuvent se compter sur les doigts d'une seule main pendant la période considérée ici. Il en est presque de même des articles parus dans les revues spécialisées québécoises, surtout après 1980. Nos projets n'ont donc pas su inspirer, dans une mesure raisonnable, ni nos collègues ni nos étudiants. Par conséquent, et sauf exceptions remarquables, nous n'avons pas attiré les meilleurs étudiants et, la masse critique manquant, nous nous sommes retrouvés peu nombreux à défendre la cause de l'histoire politique. En caricaturant sans trop exagérer, je pourrais même soumettre que cet isolement, dans certains cas, a pu conduire jusqu'au ghetto avec son risque évident de dessèchement³³.

Alors qu'en France et aux États-Unis, le retour de l'histoire politique s'opérait déjà de manière éloquente avec, entre autres, les travaux de François Dosse, René Rémond, Jean-François Sirinelli, J. Morgan Kousser et Robert L. McCormick, au Québec, il se faisait toujours attendre³⁴. Ce phénomène contribua d'ailleurs à l'une des particularités de l'histoire politique québécoise, que l'on considéra dès lors en « crise », de par son inertie apparente et de par le retard qu'elle accusait par rapport à ses homologues occidentaux. Selon Jean-Marie Fecteau, le retard de l'histoire politique au Québec était surtout attribuable « à un phénomène qui dépasse, et de loin, les tensions internes à la discipline ou le rapport des historiens au pouvoir [...] pouvant être décrit comme une mutation majeure des formes de matérialisation du politique dans nos sociétés³⁵ ». En ce sens, Fecteau percevait que le retard de l'histoire politique québécoise émanait du fait que ses praticiens n'avaient toujours pas reconsidéré les fondements mêmes de l'objet du politique qui, selon toutes vraisemblances, étaient toujours associés aux figures traditionnelles du pouvoir et de l'État. Selon lui, le retour du politique devait consister en « une interrogation fondamentale sur les conditions de détermination et de réalisation des choix collectifs » afin de faire place à la « dynamique de la décision dans une histoire ralentie par la longue recherche des structures de l'économie et du social³⁶ ». Malgré ce constat implacable, il y avait de l'espoir à l'horizon.

En mai 1987 se tient le premier d'une série de colloques organisés par un comité institutionnel de l'Université du Québec à Montréal sur les *Leaders politiques du Québec contemporain*³⁷. Consacré à la figure de l'ancien chef libéral Georges-Émile Lapalme, le colloque de 1987 fut l'occasion pour les professeur(e)s et étudiant(e)s d'étudier le rôle d'un homme politique à travers différents prismes, tels que le développement économique, le nationalisme, les idéologies, le mouvement ouvrier, les partis politiques et le rôle de l'État³⁸. Ces rassemblements scientifiques – et multidisciplinaires – démontreront l'intérêt qu'ont différents types d'intervenants par rapport à l'histoire politique. Dans les éditions subséquentes, les colloques s'intéresseront notamment aux figures d'André Laurendeau, de Jean Lesage, de Thérèse Casgrain et de René Lévesque³⁹.

Parallèlement aux différentes éditions des colloques *Leaders politiques du Québec contemporain*, il est important de mentionner que certains professeurs d'université continuent à porter le flambeau de l'histoire politique et à entretenir des foyers intellectuels à la fin des années 1980. De jeunes professeurs, tels que Jean-Marie Fecteau, Réal Bélanger et Jacques Rouillard, entre autres, jouent un rôle prépondérant dans l'élargissement des perspectives liées à l'étude du phénomène politique⁴⁰. De nature militante et influencés par les méthodes propres à l'histoire sociale, ces jeunes chercheurs auront un impact majeur à long terme dans la revalorisation de la recherche en histoire politique. En outre, ils investissent de manière importante les différents organes de publications scientifiques, en proposant des études novatrices qui démontrent l'intérêt de la prise en compte de l'objet du politique comme étant un vecteur déterminant des rapports sociaux au sein de la collectivité. Aussi, il est important de souligner le rôle majeur joué par un autre historien de l'UQAM dans la revalorisation de l'histoire politique durant cette période : Robert Comeau, professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal entre 1969 et 2009. Comeau – et nous y reviendrons plus loin – fut un acteur clé dans le déploiement de la nouvelle histoire politique, surtout au tournant de la décennie 1990. Ayant formé quantité d'étudiant(e)s au travers de sa carrière universitaire, Comeau fut également cofondateur de l'Association québécoise d'histoire politique et de sa revue, le *BHP*, toutes deux fondées en 1992 et basées à l'Université du Québec à Montréal⁴¹. Il n'est pas déraisonnable d'affirmer que ces deux institutions joueront un rôle majeur dans la revalorisation de la recherche en histoire politique québécoise qui, après plusieurs décennies de torpeur, allait connaître une résurgence à partir du début des années 1990⁴².

Enfin, il importe de noter que certaines sphères non académiques ont également eu une influence significative dans la survivance et l'épanouissement de l'histoire politique québécoise dans la seconde moitié du XX^e siècle. Des institutions gouvernementales, telles que l'Assemblée na-

tionale et la Bibliothèque nationale, publient chaque année de nombreuses études statistiques, ouvrages de référence et guides bibliographiques qui contribuent sans nul doute à donner une certaine visibilité à l'objet du politique auprès des chercheurs⁴³. De même, ces études constituent des corpus de sources d'une valeur inestimable pour les spécialistes du politique, qui ont pu avoir accès à un nombre impressionnant d'analyses de très grande qualité⁴⁴.

Vers un renouvellement de l'histoire politique québécoise (1992-aujourd'hui)⁴⁵

Durant la décennie 1990 et surtout durant la décennie 2000, la recherche universitaire et scientifique en histoire politique québécoise va progressivement contribuer à faire sortir le champ de sa « crise existentielle⁴⁶ ». De même, il apparaît clairement que certaines institutions ont joué un rôle capital dans la revalorisation et la diffusion d'études portant sur le phénomène politique, son patrimoine et sa place dans la société actuelle.

Tel que mentionné précédemment, la création du *BHP* et de l'Association québécoise d'histoire politique en 1992 jouera un rôle fondamental dans la structuration du champ de l'histoire politique et, plus généralement, dans l'avènement d'un nouveau historiographique⁴⁷. Prenant acte d'un contexte hégémonique de l'histoire sociale en Occident, la création du *BHP* est en fait « l'expression locale d'une tension qui caractérise le champ de l'histoire de façon plus globale⁴⁸ » et s'inscrit donc dans ce retour du refoulé⁴⁹ qui s'opère durant les années 1980 et au début de la décennie 1990. Ainsi, la création de ce bulletin, qui prendra plus spécifiquement la forme d'une revue savante à peine deux ans après sa création⁵⁰, offre désormais un lieu d'échanges et un environnement scientifique distinct pour les chercheurs qui s'intéressent à la sphère politique. Le *BHP* se distingue également de par la possibilité offerte aux auteur(e)s de soumettre des textes d'opinion ou de nature à susciter le débat, en plus d'offrir la possibilité à de nombreux étudiants universitaires de publier leurs résultats de recherche, devenant ainsi la principale tribune pour les historiennes et historiens québécois du politique. Car, en effet, la fondation d'une nouvelle revue vise essentiellement à « donner une voix à une perspective ou un domaine considéré comme négligé par les revues dominantes⁵¹ », et c'est ce que le *BHP* se proposait alors de faire. Le but ici n'étant pas de refaire l'histoire du *BHP*, mais plutôt d'en souligner l'importance dans le renouvellement de l'histoire politique au Québec⁵².

Malgré la fondation de l'Association québécoise d'histoire politique, du *BHP* et l'augmentation des publications qui survient au milieu des années 1990, certains historiens continuent alors à soutenir que l'histoire politique est en situation difficile et que son renouvellement, comparativement

à ce qu'on observe en France par exemple, tarde toujours à se concrétiser⁵³. Est-ce à dire que l'histoire politique est alors encore en déroute ou plutôt que le fruit n'est pas encore mûr ? La situation est plus complexe. D'abord, il importe de souligner le fait que la nouvelle génération de praticiens spécialistes du politique n'est pas encore en mesure d'assurer sa place à travers les départements d'histoire de la province. En outre, en dehors des cadres de l'Université du Québec à Montréal, l'histoire politique québécoise est encore confinée aux marges de la discipline historique. Plus encore, de nombreux spécialistes demeurent sceptiques quant à l'intérêt que revêt le retour du politique, que l'on associe encore à une forme d'histoire rétrograde et passéiste⁵⁴. Durant le reste de la décennie, le *BHP* continuera à jouer un rôle prépondérant dans les débats qui permettent de « positionner de façon décisive la « nouvelle histoire politique » sur l'axe historiographique québécois⁵⁵ ». Plus encore, la revue permet de former une nouvelle génération de praticiens, plus aptes à révéler au monde la potentialité de nouveaux cadres d'analyses qui font une place prépondérante à l'objet du politique dans l'explication de phénomènes collectifs globaux. Il va sans dire que l'apport de Robert Comeau dans cette entreprise de réaffirmation et de relégitimation du champ politique est considérable, voire essentiel⁵⁶.

En effet, Comeau fut également l'un des instigateurs de la création de la Chaire de recherche Hector-Fabre. Fondée en 2003 et basée à l'UQAM, cette chaire avait pour mandat de contribuer au développement des connaissances et des recherches en histoire politique au Québec, en plus de pourvoir à la diffusion de différents travaux reliés à ce domaine de recherche⁵⁷. La création de cette chaire, en plus de réaffirmer la primauté du département d'histoire de l'UQAM dans le processus de revitalisation du champ d'histoire politique, confirme la pertinence du politique dans la pratique historique au tournant des années 2000. Elle vient également offrir une possibilité concrète aux chercheurs d'échanger, de réfléchir et de diffuser les résultats de leurs recherches, et ce, dans un environnement institutionnel stimulant et fécond⁵⁸. Au même moment, à l'Université Laval, on assiste à un renouvellement progressif du corps professoral qui permettra à l'histoire politique de s'ancrer concrètement dans ce département d'histoire⁵⁹. Ces développements attestent d'une revitalisation certaine de l'histoire politique québécoise au tournant du XXI^e siècle et témoignent d'un essor évident de ce domaine de recherche⁶⁰.

En dehors des cadres académiques, la création du prix du livre politique par l'Assemblée nationale du Québec en 2003 contribue certainement à la revalorisation du domaine de l'histoire politique. Cette distinction vise à récompenser les meilleurs ouvrages politiques, ainsi que les mémoires et thèses qui se démarquent dans ce domaine d'étude, en plus d'offrir une visibilité et une diffusion aux travaux de chercheurs, étudiants et professionnels⁶¹. Le travail réalisé par certaines fondations, telles que la

Fondation Lionel-Groulx, la Fondation René-Lévesque ainsi que la Société du patrimoine politique du Québec, joue également un rôle prépondérant dans l'étude, la diffusion, la mise en valeur et la promotion de recherches historiques et patrimoniales concernant le domaine politique.

Parallèlement aux différentes manifestations institutionnelles qui ont permis d'élargir le spectre de diffusion de la recherche en histoire politique depuis les années 2000, il importe de prendre en considération le développement de différents sous-champs historiographiques qui ont grandement contribué à la revitalisation de l'étude du phénomène politique.

L'un des sous-champs dans lequel se sont manifestées avec brio les nouvelles approches liées à l'étude du politique se retrouve dans l'étude de la culture politique. Au travers de l'étude des différents schèmes de la vie politique, notamment en lien avec les catégories, les classifications, le symbolisme, mais aussi en lien avec les stratégies et les rôles joués par les acteurs et les institutions, l'anthropologie historique a certainement contribué à baliser les nouvelles avenues du possible dans l'étude de l'objet politique. Martin Pâquet et Donald Fyson comptent parmi les figures de proue de cette mouvance, ayant publié des œuvres marquantes notamment en lien avec les thèmes de la formation de l'État et de son administration, l'identité citoyenne et les rapports entre l'État, le droit et la société⁶². D'autres spécialistes, tels que Stéphane Savard, Michèle Dagenais, Harold Bérubé et Michel Lévesque, s'intéressent eux aussi aux questions liées à la culture politique, adaptée en fonction des différents acteurs qui jouent un rôle prépondérant au niveau de la gouvernance et des mouvements sociopolitiques⁶³.

De même, des études captivantes ont été réalisées dans le cadre du sous-champ de l'histoire intellectuelle du politique. Des praticiens tels que Xavier Gélinas, Éric Bédard, Ivan Carel, Michel Sarra-Bournet, Dominique Foisy-Geoffroy, Jean Lamarre, Jules Racine Saint-Jacques et Valérie Lapointe-Gagnon ont jeté un nouvel éclairage sur l'influence qu'ont pu avoir penseurs et intellectuels au sein des cercles politiques⁶⁴. En mettant en relief les nœuds et les réseaux d'action dans lesquels pouvaient interagir les intellectuels québécois, ces historiens ont pu exposer à quel point la pensée politique était une variable soumise à différentes interprétations et influences. Qui plus est, ces historiens ont également montré que les hommes politiques, de tous horizons, peuvent se nourrir des thèses et des idées formulées par les intellectuels qui s'engagent dans le débat public. Leurs différentes analyses démontrent efficacement la thèse selon laquelle les intellectuels n'évoluent pas en vase clos et qu'ils peuvent, de ce fait, jouer un rôle précis dans la vie politique, notamment au niveau de la réflexion en lien avec l'objet du politique.

Malgré les rivalités qui ont longtemps opposé l'histoire politique et l'histoire sociale, il apparaît que ces deux champs ont convergé pour

former le sous-champ de l'histoire sociale du politique. Sous l'impulsion de praticiens tels que Jean-Marie Fecteau, Martin Petitclerc, Thierry Noontens ou encore Louise Bienvenue, les historiens ont été amenés à s'intéresser aux modalités de pratique du pouvoir, aux rapports de force entre les acteurs collectifs, mais aussi aux principes structurants du « vivre ensemble » et à la régulation sociale⁶⁵. Adoptant une perspective sociale, ce type d'histoire se distancie notamment de l'ancienne forme de l'histoire politique, qui ignorait largement les facteurs sociaux qui, au final, peuvent grandement déterminer les modalités de la pratique du pouvoir. Mentionnons que l'histoire sociale du politique s'intéresse aussi aux mouvements sociaux et qu'elle est en partie héritière du modèle d'engagement que l'on retrouvait alors dans l'historiographie des années 1970 et 1980, associée entre autres à l'étude des mouvements ouvriers et syndicaux.

Enfin, soulignons du même souffle que le renouveau de l'histoire politique a aussi entraîné dans son sillage la renaissance de la biographie historique. À l'instar de l'histoire politique, on assiste à « une levée d'écrou du genre biographique⁶⁶ » vers le milieu des années 1980 et durant la décennie 1990. Autrefois objet infamant et symbole hagiographique, le genre biographique retrouve ses lettres de noblesse grâce aux travaux novateurs de plusieurs spécialistes tels qu'Yvan Lamonde, Réal Bélanger, Andrée Lévesque, Jean-Philippe Warren, Jean-François Nadeau et Jonathan Livernois⁶⁷. Enfin, soulignons du même souffle le rôle central joué par le *Dictionnaire biographique du Canada* (DBC) dans la pérennité de l'histoire politique depuis sa fondation en 1959, en présentant régulièrement des figures influentes dans l'évolution historique du Canada. De par ses publications ponctuelles, le DBC a mis à jour plus de 8 500 biographies personnelles, dont plusieurs centaines liées à des acteurs politiques, qui ont contribué savamment à enrichir le champ de la biographie historique⁶⁸.

Au travers de ces quelques exemples, il apparaît clair qu'un désenclavement méthodologique a permis à l'histoire politique de sortir des confins de la marginalité. À ces avancées, l'historien Martin Pâquet jugeait que les « questions identitaires et mémorielles, ainsi que le revif de l'histoire des idées et des idéologies » risquaient fort de constituer les principales avenues en matière d'hybridation entre l'histoire politique et d'autres formes d'analyse historique⁶⁹.

Enfin, et dans une moindre mesure, les débats entourant le Rapport Bédard (*Enseignement et recherche universitaires au Québec: l'histoire nationale négligée*) et ses conclusions en 2011 ont également mis en relief les différentes perspectives qu'ont les historiens quant à la conception même de l'histoire politique, comme l'ont illustré les nombreuses réactions publiées dans les pages du journal *Le Devoir*⁷⁰. Il n'est pas question ici de revenir sur le débat qui a fait suite à la publication du rapport, mais plutôt de mettre l'accent sur deux éléments qui apparaissent fondamentaux dans

cet épisode marquant. Le premier est la fausse impression que l'histoire nationale et l'histoire politique sont synonymes et associées à un projet idéologiquement niché à droite, nationaliste, voire indépendantiste. C'est là une interprétation fort réductrice et fondamentalement erronée pour ceux et celles qui considèrent que l'histoire politique a plus à offrir qu'un simple dessein idéologique. Le second élément à prendre en considération, en lien avec les réactions qu'a provoquées le Rapport Bédard, est la multiplicité des interprétations existantes en lien avec l'histoire politique. Bien que tous ne s'entendent pas nécessairement sur une définition commune relative à l'objet politique, il n'en demeure pas moins que ce phénomène suggère une ouverture, voir l'établissement d'un début de dialogue possible entre les différents intervenants, ce qui pourrait, à terme, conduire à l'éclatement ou à l'effritement des frontières relatives aux champs historiographiques. Ce dialogue pourrait déboucher sur « la capacité de la communauté scientifique des historiens québécois à se soustraire à la crispation et au discours revanchard⁷¹ » et, à terme, contribuer à favoriser « un dialogue de plus en plus présent entre l'histoire politique et les autres champs de la discipline historique⁷² ».

La fin de la crise comme utopie : l'histoire politique et l'éternel retour

Comme on le constate, la situation de la recherche en histoire politique au Québec a évolué de manière fort encourageante depuis le dernier quart de siècle, et surtout depuis la dernière décennie. Pourtant, certains observateurs tendent toujours à penser que ce champ demeure aujourd'hui dans une situation précaire⁷³. Malgré une évolution perceptible à travers le temps, il est vrai que l'histoire politique québécoise se bute encore aujourd'hui à certaines difficultés et résistances qui l'empêchent d'effectuer son retour de manière stable et absolue.

D'abord, le problème institutionnel constitue véritablement l'un des principaux freins au désenclavement de l'histoire politique des marges de la seule recherche scientifique. Comme le souligne Robert Comeau en 2014 : « La place de l'histoire politique québécoise n'est pas encore bien assurée au sein de l'université. Sa légitimité n'est pas reconnue partout⁷⁴ ». En effet, outre les cas de l'UQAM, et dans une certaine mesure de l'Université Laval, la majorité des départements d'histoire québécois ne comptent que très peu de spécialistes en histoire politique et il y a un déséquilibre important entre le niveau d'intérêt démontré par la jeune génération envers la nouvelle histoire politique et l'offre professorale en mesure de répondre à cette demande, notamment au niveau de l'offre de cours. Plus encore, certains spécialistes de la question se demandent aujourd'hui « Où sont les chaires d'histoire politique du Québec dans nos universités ?⁷⁵ ». Depuis la fermeture de la Chaire Hector-Fabre en 2008,

aucune chaire de recherche universitaire au Québec ne se consacre entièrement à la question de l'histoire politique⁷⁶. Ces éléments constituent selon nous des facteurs qui ralentissent le processus du retour complet de l'histoire politique dans l'historiographie, car il est clair que le facteur institutionnel influe de manière importante sur sa vigueur et son évolution, surtout en termes de recherche scientifique.

Néanmoins, en y regardant de plus près, la situation de l'histoire politique en milieu universitaire n'est pas aussi sombre que le laissent entendre certains observateurs⁷⁷. D'emblée, est-il nécessaire de rappeler que l'étude du phénomène politique n'est plus l'apanage d'une poignée de spécialistes, mais plutôt le fait d'un nombre croissant d'historiens qui abordent cet aspect structurant de la société au travers de différents cadres d'analyses (social, culturel, économique). Aussi, rappelons-nous que la recherche en histoire politique s'effectue également dans les départements de sciences politiques, de sociologie et de droit, un élément qui, lorsqu'ignoré, peut donner une fausse impression quant au niveau d'intérêt réel que démontrent les universitaires relativement à ce champ d'études. Enfin, en ce qui a trait au faible nombre d'embauches de spécialistes en histoire politique en milieu universitaire québécois, il nous semble essentiel de considérer le fait que les départements d'histoire embauchent tout simplement très peu de nouveaux professeurs, une réalité qui touche tout aussi bien les spécialistes de l'histoire sociale ou culturelle. C'est d'ailleurs là une réalité qui affecte tous les domaines des sciences humaines et sociales, au Québec et partout en Occident, en cette époque marquée par la marchandisation de l'éducation.

À une échelle plus micro, certains progrès restent encore à faire dans le champ de la recherche en histoire politique. Par exemple, comme le mentionnaient déjà Warren et Gingras en 2007, les femmes occupent un espace marginal dans la pratique de l'histoire politique au Québec, et ce, encore de nos jours⁷⁸. Le champ demeure essentiellement une « chasse gardée » masculine, comme l'ont eux-mêmes constaté les organisateurs de la journée d'étude *Nouvelles perspectives en histoire politique*⁷⁹. De même, il apparaît clairement que l'histoire politique des femmes demeure à ce jour assez peu étudiée par les spécialistes, surtout lorsque l'on porte un regard aux relations des femmes avec les pouvoirs extraparlimentaires⁸⁰. Pourtant, ce paradigme recèle en soi de nombreuses pistes d'investigations qui permettraient de jeter un nouveau regard sur la manière dont les femmes ont pu investir le champ du politique, beaucoup plus fertile que celui de « la » politique, entendue au sens traditionnel de la pratique du pouvoir en milieu étatique duquel les femmes ont longtemps été écartées. Malgré le foisonnement des études en lien avec l'histoire du féminisme québécois⁸¹, il est clair que de nouveaux horizons demandent aujourd'hui à être explorés. Il en va de même pour l'historiographie relative à l'histoire politique

des minorités sexuelles et des minorités ethniques, qui demeurent deux axes de recherche assez peu fréquentés par les historiens. L'histoire de la communauté homosexuelle, transgenre et plus largement celle de la communauté LGBT ainsi que l'histoire de l'homophobie au Québec demeurent des thèmes de recherche qui mériteraient une plus grande attention de la part des chercheurs intéressés par le politique, les aspects sociaux relatifs à ces thématiques ayant déjà été explorés en partie par les praticiens de l'histoire sociale⁸². Il en va de même pour les études sur les minorités ethniques, qui ont surtout traité de l'immigration et de l'intégration des nouveaux arrivants dans la société québécoise, sans nécessairement se pencher sur le rapport au pouvoir distinctif entretenu par les différents membres de cette communauté avec l'État et les autres figures d'autorité politique⁸³. Aussi, soulignons du même souffle que l'histoire politique contemporaine des Autochtones du Québec constitue aussi un axe de recherche qui aurait intérêt à être davantage considéré par les spécialistes⁸⁴.

Dans un même ordre d'idée, il faut aussi mentionner le fait que les études portant sur les politiques publiques ainsi que sur l'économie politique, dans une perspective historique, demeurent des avenues qui sont somme toute assez peu fréquentées par les historiens québécois. Certains thèmes incontournables liés à l'étude du politique demeurent également assez peu fréquentés au Québec, tels que l'histoire constitutionnelle⁸⁵ ou l'histoire de l'indépendantisme québécois contemporain qui, malgré l'attention médiatique constante qui lui est dévolue depuis les années 1960, constitue une mouvance sociopolitique relativement méconnue, notamment en lien avec les réseaux d'influence ainsi qu'avec les idéologies politiques développées en leurs seins⁸⁶. Il en va d'ailleurs de même pour l'histoire du fédéralisme canadien et de sa défense dans une perspective québécoise, qui constitue à ce jour l'une des pages les plus méconnues de la science historique. Bien évidemment, il serait possible d'énumérer plusieurs autres thèmes et approches susceptibles de renouveler encore plus en profondeur le champ de l'histoire politique. Néanmoins, l'intérêt est surtout ici de démontrer certaines des avenues possibles en lien avec la prise en compte de thématiques peu abordées. Une valorisation plus explicite de ces thèmes de recherches pourrait, à court et à moyen terme, dynamiser encore davantage le champ des études politiques et historiques.

Ainsi, la résistance institutionnelle et les difficultés de financement constituent les principaux problèmes auxquels font actuellement face les praticien(ne)s de l'histoire politique et qui empêchent, en quelque sorte, ce champ de sortir complètement des marges de l'historiographie. L'observation de certains angles de recherches négligés par les praticiens de l'histoire politique nous montre également que de nombreuses investigations

historiques demandent à être complétées. Toutefois, cette réalité en dit moins sur les difficultés d'imposition de l'histoire politique dans l'historiographie québécoise que sur les défis qu'attend la nouvelle génération de spécialistes, désireuse de porter un portrait global sur l'évolution historique de la société québécoise. Car il faut bien le dire, l'histoire politique québécoise constitue désormais l'une des avenues les plus dynamiques au niveau des possibilités d'approches conceptuelles, méthodologiques et épistémologiques en termes de recherche historique. Il y a donc là matière à réjouissance, compte tenu du chemin parcouru depuis l'époque des guerres de tranchées entre praticiens du social et du politique!

Vers de nouveaux horizons

En conclusion, ce survol analytique de l'historiographie nous a permis de constater une chose : la recherche en histoire politique québécoise a connu moult transformations depuis un demi-siècle, qui se traduisent, aujourd'hui, par l'éclatement des frontières et des possibilités relatives à l'étude du phénomène politique en tant qu'objet structurant de la société d'hier et d'aujourd'hui. Qui plus est, ce champ d'étude est de plus en plus fréquenté, à l'instar des autres grands courants d'études historiques, et se caractérise également par une approche multidisciplinaire qui contribue à son développement. En ce sens, et les lecteurs le constateront à la lecture des différents textes présents dans ce dossier spécial, l'histoire politique pratiquée par les nouveaux chercheurs témoigne de l'évolution qu'a connu le champ de l'histoire politique depuis l'époque des récits hagiographiques vantant les réalisations et les mérites des grands hommes de pouvoir. En faisant le point sur le chemin parcouru et en exposant les nouvelles avenues proposées par la jeune génération, nous avons pu constater que malgré certaines difficultés structurelles, l'histoire politique constitue de nos jours l'un des champs les plus innovateurs en termes de recherche scientifique. Qui plus est, l'intérêt de l'histoire politique en tant qu'approche globalisante témoigne d'une réalité durable et intemporelle, puisque « tant qu'il y aura des hommes, le domaine de la politique existera. Et tant qu'il y aura des hommes libres, il y aura des historiens de la politique pour raconter les heurs et malheurs de cette liberté d'action qui a nom liberté politique⁸⁷ ».

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jean-Philippe Carlos est candidat au doctorat en histoire à l'Université de Sherbrooke. Il travaille sous la co-direction d'Harold Bérubé et de Stéphane Savard (UQAM). Il tient à remercier le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) pour l'appui financier octroyé dans le cadre du programme de bourse de doctorat en recherche.

2. Michael Bergeron est candidat à la maîtrise en histoire à l'Université de Sherbrooke, sous la direction d'Harold Bérubé.
3. Réal Bélanger, «Pour un retour à l'histoire politique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 224-225.
4. L'emploi du terme «historien» au masculin est utilisé de manière à ne pas alourdir la lecture du texte.
5. Les auteurs tiennent à remercier les évaluateurs anonymes ainsi que l'équipe du *Bulletin d'histoire politique* pour leurs judicieux conseils qui ont grandement enrichi cet article. Un merci tout spécial à M. Harold Bérubé, professeur agrégé à l'Université de Sherbrooke, qui a effectué une première lecture de ce texte.
6. On observera entre autres différentes formes d'appels au retour du politique dans les études suivantes: Jean-Marie Fecteau, «Le retour du refoulé: l'histoire et le politique», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, n° 3, hiver 1994, p. 5-9; Réal Bélanger, *loc. cit.*; Michel Sarra-Bournet, «Pour une histoire politique», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 1995, p. 5-7. Du côté de la France, on notera surtout les études suivantes: François Dosse, *L'Histoire en miettes*, Paris, La Découverte, 1987, 268 p.; François Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986, 608 p.; René Rémond, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, 399 p.
7. Cette condition représentait le premier des trois objectifs fixés par Réal Bélanger afin d'assurer le retour de l'histoire politique. Il consistait en la redéfinition de l'objet du politique, distinct de la «pratique» politique.
8. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 226.
9. Jean-Marie Fecteau, *loc. cit.*, p. 8.
10. Cette condition représentait le deuxième des trois objectifs fixés par Réal Bélanger afin d'assurer le retour de l'histoire politique. Il visait à assurer la place de l'histoire politique dans la production historiographique, justement en rapport avec la définition du politique en tant qu'objet d'étude distinct de la pratique politique. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 235.
11. Cette condition représentait le dernier des trois objectifs fixés par Réal Bélanger afin d'assurer le retour de l'histoire politique. Elle consistait à faire en sorte que des historiens universitaires se spécialisent dans le champ de l'histoire politique afin qu'ils puissent former une nouvelle génération de chercheur(e)s intéressé(e)s par le politique. Voir *Ibid.*, p. 239-240.
12. Afin de remonter aux racines historiographiques du champ de l'histoire politique, notamment pour la période 1960-1992, nous avons surtout consulté des bilans historiographiques existants qui proposaient une synthèse de l'état des lieux de la recherche en histoire politique. Ceux-ci seront énumérés en notes de bas de page lorsque mentionnés. Pour la période 1992 à aujourd'hui, nous avons consulté la majorité des titres majeurs s'inscrivant dans le schème du politique, afin d'en tirer une meilleure compréhension relative au développement de ce champ depuis le début des années 1990, au moment où s'amorce une transformation profonde du dit champ. Les ouvrages et études retenues pour l'étude seront également détaillés dans les sections suivantes.
13. Yves Gingras et Jean-Philippe Warren, «Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005)», *Bulletin d'histoire politique*,

vol. 15, n° 3, 2007, p. 36. Les auteurs de l'article sont d'ailleurs très clairs sur la faible exposition de l'histoire politique dans les départements universitaires québécois : « Les fondateurs du *Bulletin d'histoire politique* peuvent aussi se désoler, encore aujourd'hui, du faible rayonnement de l'histoire politique au Québec, et surtout au sein des départements d'histoire, mais il demeure que cette publication a grandement contribué à assurer la présence de ce champ d'étude tant dans le milieu académique que dans l'espace public québécois. Si la lutte pour la reconnaissance n'est pas encore gagnée, elle continue et le *BHP* en demeure le fer de lance. ».

14. Le terme « refoulement » renvoie à une expression utilisée par Jean-Marie Fecteau relativement à la place qu'occupait l'histoire politique au Québec entre les années 1960 et 1990. À ce sujet, il énonçait le fait que : « Le constat du déclin ou de la marginalisation relative de l'histoire du politique depuis un demi-siècle est, avouons-le, assez banal. Il y a, dans cette récurrence parfois agressive du diagnostic, dans les promesses répétées, et jamais tenues, d'un avenir meilleur, une persistance qui intrigue [...] En fait, tout se passe comme si le politique était le refoulé de l'histoire, comme un trop-plein de vécu qui se sublime en manque, ou se résorbe en oubli ». Jean-Marie Fecteau, *loc. cit.*, p. 5.
15. Robert Comeau et Jacques Rouillard, « La marginalisation de l'histoire politique dans les universités francophones », *Le Devoir*, 13 janvier 2007, p. b5. Les auteurs décrivaient ce phénomène de refoulement historiographique en insistant sur le fait que l'histoire sociale, à partir des années 1960 et 1970, « en est venue à détenir une position tellement dominante qu'elle occupe une large part de la recherche parmi les historiens francophones des universités québécoises. Partout, il y a volonté de réécrire l'histoire du bas vers le haut plutôt que des élites vers le peuple, comme le voulait autrefois l'histoire politique traditionnelle. C'est que le Québec a été touché par l'historiographie française qui, depuis les années 1930, discrédite l'histoire politique parce que trop événementielle et manquant d'analyse. En contrepartie, cette historiographie privilégiait l'histoire sociale, courant qui a trouvé un terrain fertile au Québec ».
16. On notera, entres autres, ces quelques références : Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexion sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 243-269 ; Pierre Trépanier, « Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, automne 1998, p. 106-107 ; Sébastien Parent, *L'historiographie moderniste québécoise (1982-2002). Une production révisionniste ?*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2003, 388 p ; Martin Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec : esquisse d'une anthropologie du savoir historien », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 83-102.
17. À ce sujet, voir notamment le dixième chapitre « L'histoire sociale » de l'ouvrage classique de l'historien français Antoine Prost : *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 213-236.
18. Gérard Bouchard, *loc. cit.*, p. 253-254.
19. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 241 ; Robert Comeau et Jacques Rouillard, « La réforme de l'enseignement de l'histoire et la marginalisation de l'histoire

- politique dans les universités francophones montréalaises», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 173-180.
20. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 241.
 21. Pour une analyse plus détaillée de cette enquête, voir l'article suivant : Marcel Bellavance, «L'histoire politique au Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, n° 1, printemps 1992, p. 2. Pour l'enquête elle-même, voir : Jean-Charles Falardeau, «Le Canada français politique vu de l'intérieur», *Recherches sociographiques*, vol. 2, n°s 3-4, 1961, p. 295-340.
 22. *Ibid.*
 23. Jean-Charles Bonenfant, «Les études politiques», *Recherches sociographiques*, vol. 3, n°s 1-2, 1962, p. 75-82.
 24. André-J. Bélanger, «Lectures politiques», *Recherches sociographiques*, vol. 26, n°s 1-2, 1985, p. 119-135. Néanmoins, Fernand Ouellet, dans un article paru en 1985, avance que les biographies politiques traditionnelles, telles que produites par Robert Rumilly, demeurent l'une des plus importantes contributions du champ de l'histoire politique, en terme quantitatif. À voir dans Fernand Ouellet, «La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale», *Recherches sociographiques*, vol. 26, n°s 1-2, 1985, p. 51-53.
 25. Raymond Hudon, «Les études électorales au Québec : principales orientations et quelques débats», *Recherches sociographiques*, vol. 17, n° 3, 1976, p. 313.
 26. André J. Bélanger qualifie de «paradigme libéral» le courant dans lequel sont produites les études portant sur le politique durant les décennies 1960 et 1970. Selon lui, ce courant témoigne d'une «grande confiance dans notre devenir autant intellectuel que matériel. Le milieu des sciences sociales se sent impliqué dans une construction collective où il s'impose en maître d'œuvre. De là, des passages constants vers l'administration et vice-versa. Symbiose des appareils étatiques et universitaires. L'observation du jeu politique s'opère dans un climat de bon ménage et d'acceptation des règles du jeu propres à l'État libéral». André J. Bélanger, *loc. cit.*, p. 121.
 27. Vincent Lemieux, *Quatre élections provinciales au Québec, 1956-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, 246 p ; Réjean Pelletier, *Les militants du RIN*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1974, 82 p ; Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin, *Idéologies au Canada français*, 4 tomes, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971-1981 ; Gérard Bergeron, *Pratique de l'État au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 442 p. ; Paul André Comeau, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 p.
 28. Dans les années 1970, les historiens s'inscrivant dans le courant marxiste se sont notamment intéressés à l'objet du politique au travers du mouvement syndical et ouvrier. Toutefois, ces travaux étaient souvent publiés dans des revues et des publications militantes (*Mobilisation, Chroniques, Stratégies*, et de nombreuses autres), souvent considérées dans les milieux scientifiques dû à leur orientation idéologique. De plus, de nombreux auteur(e)s publiaient anonymement leurs articles dans le but de diffuser plus largement le fruit de leurs recherches sans égard à une reconnaissance universitaire, rendant ainsi plus difficile leur identification.
 29. André-J. Bélanger, *loc. cit.*, p. 128.

30. *Ibid.*, p. 130.
31. *Ibid.*
32. Fernand Ouellet, *loc. cit.*, p. 12.
33. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 229-230.
34. François Dosse, *L'histoire en miettes : des « Annales » à la « nouvelle histoire »*, Paris, La Découverte, 1987, 268 p.; Pascal Ory et René Rémond, *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1989, 643 p.; Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p.; J. Morgan Kousser, *The shaping of Southern politics: suffrage restriction and the establishment of the one-party South, 1880-1910*, New Haven, Yale University Press, 1974, 319 p.
35. Jean-Marie Fecteau, *loc. cit.*, p. 6.
36. *Ibid.*, p. 8.
37. Martin Pâquet, « L'histoire politique au Québec : réflexions d'un praticien », conférence tenue lors de la journée d'étude *Nouvelles perspectives en histoire politique. La politique au Québec à travers ses acteurs, ses espaces et ses institutions (19^e-20^e siècles)*, Université de Sherbrooke, 8 avril 2016. Le comité institutionnel était dirigé par Claude Corbo, recteur et politologue, et par quelques professeurs de sciences humaines, dont Robert Comeau, qui fut impliqué dans l'organisation de la majorité des éditions de ce colloque entre 1987 et 2000.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Jean-Marie Fecteau, « L'histoire du droit dans le champ du savoir : légitimation et contradiction disciplinaire », dans Robert D. Bureau et Pierre Mackay (dir.), *Le droit dans tous ses états*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1987, p. 501-514; Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII^e siècle à 1840*, Ville Saint-Laurent, VLB, 1989, 287 p.; Réal Bélanger, *L'impossible défi : Albert Sévigny et les conservateurs fédéraux, 1902-1918*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983, 368 p.; Réal Bélanger, Wilfrid Laurier : *quand la politique devient passion*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, 484 p.; Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, 535 p.
41. Durant ses premières années d'existence, l'une des caractéristiques du BHP fut notamment son engagement intellectuel dans les débats de société. Pour plus d'informations, voir l'article d'Andrée Fortin : « Une revue qui n'est pas à proprement parler un bulletin : un véhicule de l'engagement intellectuel ! », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 11-24.
42. Yves Gingras et Jean-Philippe Warren, *loc. cit.*, p. 25-36.
43. Réal Bélanger « Évolution politique », dans Jacques Rouillard (dir.), *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours*, Montréal, Méridien, 1991, p. 124-126.
44. *Ibid.*
45. Dû aux contraintes d'espace imposé et au caractère historiographique de notre article, nous ne traitons pas dans cet article des études issues des sciences politiques, sociologiques ou juridiques, et ce, malgré la richesse des études parues dans ces disciplines en lien avec l'histoire politique. Nous nous concentrons ici sur les études issues de la production historique.

46. L'histoire politique québécoise a d'ailleurs bénéficié de l'influence intellectuelle issue de la France, mais aussi des États-Unis. À ce sujet, voir l'article de Sébastien Parent: «L'écho du politique dans les débats historiographiques. Le BHP et le «révisionnisme» (1992-2006)», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 37-52. Sur l'historiographie de l'histoire politique française et américaine, on notera entre autres les articles suivants: Jean-François Sirinelli, «Réflexions sur l'histoire et l'historiographie du XX^e siècle français», *Revue historique*, 2005/3, n° 635, p. 609-626; Jacques Portes, «Historiographie politique récente des États-Unis», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, printemps 2007, p. 141-150.
47. L'AQHP a tenu des rencontres les lundis de chaque mois de 1992 à 1997 pour débattre de publications en histoire politique.
48. Jean-Philippe Warren et Yves Gingras, *loc. cit.*, p. 26.
49. Selon l'expression de Jean-Marie Fecteau dans «Le retour du refoulé...», *loc. cit.*, p. 9.
50. Jean-Philippe Warren et Yves Gingras, *loc. cit.* p. 28.
51. *Ibid.*, p. 25.
52. *Ibid.*, p. 25-36; Ivan Carel, Martin Pâquet, Stéphane Savard et Jean-Philippe Warren, «Éditorial: Les principes du *Bulletin d'histoire politique*», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n° 3, printemps 2012, p. 57-64.
53. Micheline Dumont, «Pour sortir de l'ambiguïté», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, n° 1, automne 1996, p. 18.
54. Réal Bélanger, «Pour un retour à l'histoire politique», *loc. cit.*, p. 231-232.
55. Sébastien Parent, «L'écho du politique...», *loc. cit.*, p. 40.
56. À ce sujet, voir: Ivan Carel, Martin Pâquet, Jean-Philippe Warren et Stéphane Savard, *loc. cit.*, p. 57-64.
57. Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec (UQAM), www.chf.uqam.ca. La chaire était d'ailleurs associée au BHP et, dans les faits, constitue la seule chaire de recherche québécoise à avoir été entièrement consacrée à la thématique de l'histoire politique.
58. Notons que la Chaire Hector-Fabre a notamment innové par ses travaux en histoire militaire ainsi qu'en histoire des relations internationales du Québec.
59. On pense notamment ici aux historiens Martin Pâquet et Donald Fyson, ainsi qu'aux historiens formés au sein du département comme Stéphane Savard et Valérie Lapointe-Gagnon, entre autres. Soulignons du même souffle que Stéphane Savard, maintenant professeur à l'UQAM, supervise plusieurs étudiant(e)s qui effectuent des recherches portant sur la culture politique au Québec.
60. Bien que la Chaire de recherche Hector-Fabre cesse ses activités en 2008, cela ne traduit pas nécessairement un manque de vitalité du champ, mais plutôt une réalité économique institutionnelle sur laquelle les praticiens n'ont pas vraiment de contrôle.
61. La remise de ce prix vise les objectifs suivants: encourager les auteurs qui écrivent sur des sujets reliés à la politique québécoise; promouvoir le livre politique auprès des parlementaires et du grand public; contribuer au rapprochement entre l'Assemblée nationale, les citoyens et les auteurs; favoriser la diffusion des connaissances sur les institutions parlementaires.

québécoises. Prix du livre politique de l'Assemblée nationale du Québec, assnat.qc.ca.

62. Martin Pâquet, *Tracer les marges de la cité: étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, Boréal, 2005, 316 p.; *Idem, Légiférer en matière linguistique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 449 p.; Martin Pâquet et Marcel Martel, *Langue et politique au Canada et au Québec*, Montréal, Boréal, 2011, 340 p.; Donald Fyson, *Magistrats, police et société: la justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada, 1764-1837*, Montréal, Hurtubise, 2010, 592 p.; Donald Fyson, Léon Robichaud et Harold Bérubé (dir.), *La gouvernance montréalaise: de la ville frontière à la métropole*, Montréal, Éditions MultiMondes, 2014, 173 p.
63. Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l'État québécois: 1944-2005*, Québec, Septentrion, 2013, 435 p.; Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes: L'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 204 p.; Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes: gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014, 268 p.; Michel Lévesque, *Histoire du Parti libéral du Québec: la nébuleuse politique 1867-1960*, Montréal, Septentrion, 2013, 809 p.
64. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.; Éric Bédard, *Les Réformistes: une génération canadienne-française au milieu du 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 2009, 415 p.; Ivan Carel, *Les revues intellectuelles entre empêchements et émancipation: 1950-1968*, Thèse de doctorat (histoire), UQAM, 2007; Michel Sarra-Bournet, *Entre le corporatisme et le libéralisme: les groupes d'affaires francophones et l'organisation socio-politique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1996; Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionnalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, 400 p.; Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Septentrion, Sillery, 1993, 561 p.; Jules Racine Saint-Jacques, *L'engagement du père Georges-Henri Lévesque dans la modernité canadienne-française, 1932-1962. Contribution à l'histoire intellectuelle du catholicisme et de la modernité au Canada français*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 454 p.; Valérie Lapointe-Gagnon, *Penser et « panser » les plaies du Canada: le moment Laurendeau-Dunton, 1963-1971*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2013, 380 p.
65. Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre. Crime et pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, VLB, 2004, 464 p.; Martin Petitclerc, *Nous protégeons l'infortune: les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 288 p.; Thierry Nootens, *Fous, prodiges, ivrognes. Famille et déviance à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2007, 320 p.; Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.
66. François Dosse, « Le retour de la biographie après une longue éclipse », dans Antoine Coppolani et Frédéric Rousseau (dir.), *La biographie en histoire. Jeux et enjeux d'écriture*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2007, p. 22.
67. Yvan Lamonde, *Louis-Antoine Dessaulles 1818-1895. Un seigneur libéral et anticlérical*, Montréal, Fides, 2014 (1994), 434 p.; Réal Bélanger, Wilfrid Laurier..., *op.cit.*; Réal Bélanger, Henri Bourassa, *Le fascinant destin d'un homme libre*, Québec, Les Presses de

- l'Université Laval, 2013, 570 p ; Andrée Lévesque, *Éva Circé-Côté. Libre-penseuse 1871-1949*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2010, 478 p ; Jean-Philippe Warren, *Honoré Beaugrand. La plume et l'épée (1848-1906)*, Montréal, Boréal, 2015, 536 p ; Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, Lux, 2007, 606 p. ; Jonathan Livernois, *Un moderne à rebours. Biographie intellectuelle et artistique de Pierre Vadeboncoeur*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, 368 p.
68. Dictionnaire biographique du Canada [en ligne], biographi.ca, page « À notre sujet ».
 69. Martin Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique... », *loc. cit.*, p. 83.
 70. Donald Fyson, « Libre opinion – Une vision polémiste sur l'histoire enseignée », *Le Devoir*, le 7 octobre 2011 ; Éric Bédard, « Libre opinion – Je persiste et signe ! », *Le Devoir*, le 12 octobre 2011 ; Denyse Baillargeon, « Histoire – Le soi-disant déclin de l'histoire nationale au Québec », *Le Devoir*, le 14 octobre 2011 ; Jocelyn Létourneau, « La Réplique : enseignement de l'histoire – Un rapport gênant », *Le Devoir*, 20 octobre 2011 ; Frédéric Bastien, « L'histoire élitiste des historiens universitaires », *Le Devoir*, 20 octobre 2011.
 71. Réal Bélanger, *loc. cit.*, p. 233
 72. *Ibid.*, p. 238
 73. Frédéric Bastien, « L'histoire élitiste... », *loc. cit.*
 74. Robert Comeau, « Un bilan et une nouvelle direction au BHP », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1, automne 2014, p. 15.
 75. *Ibid.*, p. 13.
 76. Au moment de la rédaction de cet article (février 2017), il n'existe officiellement pas de Chaire universitaire québécoise entièrement consacrée à la recherche en « histoire politique ». Toutefois, le sociologue Jean-Philippe Warren (Université Concordia) est titulaire de la *Chair on the Study of Quebec*, et est très actif en histoire politique. L'historien Martin Pâquet, de l'Université Laval, est quant à lui titulaire de *Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord* (CEFAN), sur les communautés francophones en Amérique du Nord, et est également très actif en histoire politique. Soulignons aussi le travail effectué par certains groupes de recherches, tels que le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie, le Centre d'histoire des régulations sociales, le Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal et le Centre interuniversitaire d'études québécoises.
 77. Frederick Logevall et Kenneth Osgood, « Why did we stop teaching political history », *The New York Times*, 29 août 2016. Les lecteurs seront intéressés de constater les réactions qu'ont entraînées la publication de cet article, qui se voulait un réquisitoire contre le fait que l'histoire politique était absente des enceintes académiques américaines depuis un certain nombre d'années.
 78. Yves Gingras et Jean-Philippe Warren, *loc. cit.*, p. 36. En 2007, les auteurs notaient que moins du cinquième des auteur(e)s du BHP (18 %) étaient des femmes, entre 1992 et 2005.
 79. D'ailleurs, les membres du comité organisateur de la journée d'étude tiennent à souligner qu'ils auraient préféré – et de loin – pouvoir compter sur une plus grande diversité de représentation dans le cadre des conférences qui ont eu lieu le 8 avril 2016. En ce sens, il convient de souligner le fait que le comité organisateur n'a reçu que très peu de propositions de communication provenant d'historiennes ou de spécialistes de l'histoire politique des femmes, et ce, malgré l'envoi de plusieurs invitations personnalisées.

80. Les études portant sur les femmes et leur implication dans la politique québécoise, entendue au sens de la pratique politique traditionnelle, ont pour leur part fait l'objet de plusieurs études dans les dernières années. Le numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique* paru à l'automne 2011 (*Les femmes en politique québécoise: 1961-2011*) illustre d'ailleurs parfaitement la vitalité de ce sous-champ de l'histoire politique.
81. Yolande Cohen, «Du féminin au féminisme: l'exemple québécois», dans Georges Duby et Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes*. Tome 5: *Le vingtième siècle*, Paris, Plon, 1992, p. 521-538; Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 646 p.; Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec*, Montréal, Édition du Remue-Ménage, 2003, 752 p.; Karine Hébert, «Une organisation maternaliste au Québec: La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, hiver 1999, p. 315-344; Michèle Jean, «Histoire des luttes féministes au Québec», *Possibles*, vol. 4, n° 1, automne 1979, p. 17-32; Diane Lamoureux, *Fragments et collages: Essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1986, 168 p.; Stéphanie Lanthier, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec, 1961-1972*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1998, 127 p.
82. Voir à ce sujet le numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique* paru au printemps 2008, *Homosexualités et politique au Canada et au Québec*, qui comportent plusieurs articles fort éclairants sur la pertinence de ce sous-champ dans le cadre de l'histoire politique québécoise.
83. On remarque toutefois la production de certaines études pertinentes en lien avec l'État québécois et sa gestion des communautés migrantes: Lauréanne Daneau, *La régionalisation de l'immigration au Québec: le débat public entre le gouvernement et la société civile à l'origine de la politique, 1987-2000*, mémoire de maîtrise (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 2015, 177 p.; Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité...*, *op. cit.*; Eduardo Ramos, *Les politiques du gouvernement du Québec concernant l'intégration des minorités ethnoculturelles à la société québécoise (1978-1985)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2009, 168 p.
84. Émilie Guilbeault-Cayer, *La Crise d'Oka. Au-delà des barricades*, Québec, Septentrion, 2013, 204 p.; Renée Dupuis, *Quel Canada pour les Autochtones? La fin de l'exclusion*, Montréal, Boréal, 2001, 176 p.; *Idem*, *Le statut juridique des peuples autochtones en droit canadien*, Scarborough, Carswell, 1999, 302 p.; Ghislain Otis (dir.), *Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 215 p.; Alain Beaulieu, Stéphane Gervais et Martin Papillon (dir.), *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal, 2013, 407 p. Notons également le travail effectué par la Société Recherches amérindiennes au Québec, qui publie un grand nombre d'études sur le sujet depuis plus de quatre décennies.
85. Mentionnons toutefois l'ouvrage de Frédéric Bastien qui constitue un jalon important en histoire constitutionnelle: Frédéric Bastien, *La bataille de Londres: dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*, Montréal, Boréal, 2013, 476 p.
86. Sur l'histoire de l'indépendantisme québécois, on notera néanmoins les études suivantes: Jean-François Nadeau, *Bourgault*, *op. cit.*; Denis Monière et Robert Comeau (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I: 1834-1968*, Montréal,

- VLB, 2010, 286 p.; Denis Monière et Robert Comeau (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome II: 1968-2012*, Montréal, VLB, 2012, 370 p.; Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures: l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, 169 p.; Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB éditeur, 2015, 512 p.; Jean-Charles Panneton, *Le Gouvernement Lévesque. Tome 1 : De la genèse du PQ au 15 novembre 1976*, Québec, Septentrion, 2016, 360 p.
87. Odile Rudelle, « Rémond (René) dir. – Pour une histoire politique », *Revue française de science politique*, vol. 39, n° 2, 1989, p. 200-201.